1,5 € - N°45 7 avril 2014

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Combattre ce gouvernement de combat

- Après les Municipales
- Riposte féministe à la fac

NPA

Lisez la presse anticapitaliste

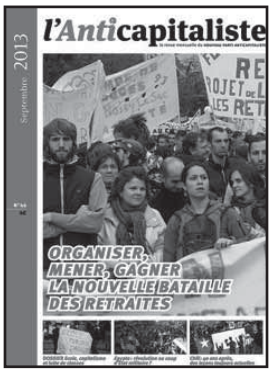
Abonnez-vous

à

L'Anticapitaliste

L'HEBDO

LE MENSUEL



Notre presse à changé de nom : ***Tout est à nous !*** à laissé place à ***L'Anticapitaliste***.

Mais les contraintes restent… C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros…

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom:_____ Prénom:_____

Apt, Esc, Bat : _____

N°:_____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo *L'Anticapitaliste*	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-6

- En avant pour la riposte du 12 avril
- Inspecteurs du travail : une victoire inattendue, mais de courte durée
- Elections à Ford : plus qu'une victoire pour la CGT
- Monnaie : rien à partager avec la direction
- Réforme Unedic : une provocation
- Congrès académique du SNES…

Bilan des municipales p.7-12

- Bilans sur Bordeaux, Cenon, Lormont, Mérignac, Pessac et Talence
- Front de Gauche Bdx : des espoirs déçus
- Union de la gauche : le PCF dans les bagages du PS…
- « *Fiers de payer l'impôt* » ?
- FN en Gironde : succès électoral, implantation pour l'instant limitée
- Juppé, la CUB et la cogestion
- La campagne de LO
- Pour une démocratie réellement au service des intérêts populaires

Européennes p.13

- Pour une Europe des travailleurs et des peuples

Les nôtres Marie Gérault p.13

Ecologie - Ecole p.14

- Quand le pollueur récupère le fric de la sauvegarde de l'environnement !
- Non à la fermeture de classe au colège Mitterrand à Pessac

En lutte p.15

- Interview sur la lutte des intermittents du spectacle

Le féminisme attaqué p.16

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

Combattre le «gouvernement de combat»

En nommant Valls à la tête d'un « *gouvernement de combat* », Hollande a prétendu répondre à la déroute du PS aux municipales, une défaite dépassant toutes celles qui ont sanctionné un parti au pouvoir. Il annonce en réalité qu'il va poursuivre et accentuer encore le combat contre le monde du travail et les classes populaires.

Dans une situation de crise de plus en plus dure, le réel problème de Hollande est de réussir à servir les riches et la finance, ceux qui dirigent les multinationales et le Medef, tout en faisant face aux mécontentements, en résistant aux affrontements sur le terrain social. Le « *cap* » sera donc le même, celui qui a conduit à l'écœurement généralisé dans les classes populaires et dans l'électorat de gauche, à une abstention jamais atteinte, à un boulevard pour la droite et le FN.

Les attaques seront même aggravées et accélérées, Hollande l'a affirmé en confirmant le « *pacte de responsabilité* » doublé d'un « *pacte de solidarité* » qui consistera… en « *une baisse rapide des cotisations payées par les salariés* ». Cyniquement, il appelle « *solidarité* » le fait de diminuer la part du salaire socialisée, qui va assécher les caisses sociales, en plus des 50 milliards d'économies déjà annoncés : autant de services publics et d'aides sociales en moins, au moment où les classes populaires en ont le plus besoin.

Il sait vers où il doit aller. Le problème pour lui, c'est qu'il ne sait ni réellement comment, ni jusqu'où il le pourra. Les rivalités qui s'étalent déjà au sein du nouveau gouvernement et dans la majorité parlementaire révèlent l'ampleur de la crise politique. Ainsi, au-delà des inimitiés personnelles et alors qu'ils sont d'accord pour poursuivre les politiques d'austérité à l'échelle de l'Europe, Sapin craint la démagogie chauvine de Montebourg qui pense, lui, que l'affichage trop pro-UE de Sapin fait le jeu des souverainistes… Le départ des Verts, les menaces de près d'une centaine de députés PS de ne pas voter la confiance, d'autres concurrences entre ministres, tous ces éléments illustrent la crise politique et l'impossibilité pour le pouvoir de trouver un assentiment populaire à cette politique d'austérité, et ce n'est pas une question de pédagogie…

Hollande a fait le constat d'« *une crise civique, et même morale… une contestation des institutions…* ». Oui, il y a une rupture profonde des classes populaires avec le pouvoir. Elles se détournent de ces institutions sans avenir mais ne trouvent pas encore un projet politique à la hauteur de leur colère.

C'est bien la question qui est posée à l'ensemble du mouvement social. L'enjeu est de construire une opposition de gauche portant la perspective d'une riposte générale, dont la manifestation du 12 avril est pour nous une étape, les directions syndicales ne voulant pas assumer cet objectif.

Alors que les démagogues ne manquent pas pour renvoyer les responsabilités de la crise soit sur l'Allemagne, soit sur les pays les plus pauvres de l'UE, nous affirmerons pendant la campagne des élections européennes la nécessité de construire la solidarité internationale des travailleurs et des peuples. Nous porterons la perspective des luttes par-delà les frontières pour inverser le rapport de forces et imposer l'urgence : le partage du travail, l'interdiction des licenciements, les augmentations de salaires et des minima sociaux, le retrait de toutes les mesures antisociales. Seule une telle riposte pourra mettre à l'ordre du jour la perspective de gouvernements anti-austérité, au service des travailleurs et des classes populaires à l'échelle de l'Europe.

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

En avant pour le 12 avril, tous ensemble !

Sur Bordeaux, le NPA a été à l'initiative des réunions unitaires pour préparer la manifestation, rejoint par Ensemble, le PG et AC! Gironde. Bien que sur la ville de Bordeaux, ces camarades aient fait le choix de ne pas se présenter avec nous aux municipales mais avec le PC, nous nous sommes retrouvés pour cette riposte indispensable dans la rue à la politique des Hollande et Gattaz.

Le Parti communiste a été le grand absent des réunions unitaires, ce qui faisait douter certains mais n'a pas empêché une préparation commune.

D'ailleurs, des équipes du PC, mais aussi de la CGT (qui ont obtenu un vote à la CE de l'UD en faveur de la manifestation, malgré la position de la secrétaire départementale et de Le Paon lui-même!), de SUD, de la FSU, seront présentes, et une montée collective en bus avec le PC a finalement été organisée. Pour populariser la marche, un communiqué et des tracts seront diffusés unitairement par les organisations présentes aux réunions.

Le NPA a pris toute sa place dans cette démarche unitaire, et les équipes créées autour de la campagne municipale avec le PG, Ensemble et les Rouges Vifs l'ont relayée aussi, comme partout.

Isabelle Larroquet et Mónica Casanova

Réforme de l'inspection du travail

Une victoire inattendue... mais de courte durée !

Michel Sapin, alors ministre du travail, s'acharnait depuis plus d'un an à réformer l'inspection du travail, pour le plus grand bonheur du patronat et contre les agents.

L'objectif du projet était clair : transformer l'inspection du travail, qui aujourd'hui assure une mission de protection des droits des salariés dans les entreprises, en un service coupé de la demande sociale et soumis à la commande politicienne. Le but était de mettre fin à l'indépendance des agents de contrôle, insupportable pour le MEDEF. Le Plan Sapin était aussi un moyen de continuer à réduire les effectifs. En Aquitaine, 13 postes d'agents de terrain qui devaient être supprimés, dont 7 en Gironde ! Pour donner le change et face à la contestation, le ministre a annoncé vouloir donner de nouveaux pouvoirs à l'inspection du travail. Si ces « *pouvoirs* » n'étaient en fait que des gadgets inoffensifs, le ministère a beaucoup communiqué là-dessus, suscitant une certaine peur chez les petits patrons (ce qui peut expliquer les votes de l'UMP contre le projet).

Malgré l'opposition majoritaire des agents et des syndicats, rien ne semblait freiner le ministre, qui tel un général en bataille, décrétait « *rien n'arrêtera le char de l'Etat !* ».

Mais une surprise un peu inattendue est venue changer la donne : vendredi 21 février, le Sénat a rejeté l'article de loi sur cette réforme ! Quelques jours plus tard, la Commission Mixte Paritaire des deux assemblées a décidé le retrait pur et simple de ce projet ! Panique au ministère, surprise chez les agents en lutte, personne ne s'attendait à cette issue. Pourtant, cette décision ne tombait pas du ciel. Depuis que le ministre a lancé son projet, il s'est opposé à la résistance des agents et des syndicats. Il aura fallu un an et demi de lutte, quatre journées de grève, des milliers de pétitions, des envahissements de réunions, des délégations, des interpellations d'élus, de syndicalistes, pour en arriver là.

Mais dès cette décision, la méfiance était là, tout le monde se doutait que cette victoire ne serait que de courte durée et que le gouvernement allait tenter de faire revenir son projet par la fenêtre. La réponse de Sapin n'a pas tardé, et confirme que la démocratie bourgeoise, c'est comme les promesses électorales, ça n'engage que ceux qui y croient… Il vient d'annoncer sa volonté de passer en force et d'imposer son projet par décret ! Ce décret a été pondu en deux jours et présenté aux organisations syndicales, comme si de rien n'était.

La victoire remportée contre le Plan Sapin, même de courte durée, montre que la lutte peut payer. C'est une première victoire qui en appelle d'autres. Le décret doit être retiré et le gouvernement doit enterrer définitivement son projet. Plus largement, la bataille pour une inspection du travail indépendante des patrons et des élus, plus efficace, et au service des travailleurs, doit se poursuivre.

Correspondant NPA

Nos vies, pas leurs profits

Usine Ford Blanquefort : plus qu'une victoire électorale pour l'équipe militante CGT

Les élections CE/DP du 6 mars dernier marquent une grosse progression (+10% par rapport à 2010) de la CGT-Ford : 61% du collège ouvrier et 52% tous collèges confondus. Les 5 autres syndicats (CFDT, UNSA, FO, CFTC et CGC) sont entre 3 et 16 %. C'est un événement pour nous, d'autant plus dans un contexte de rapports à nouveau très tendus avec la direction.

Malgré les promesses de Ford, l'avenir de l'usine reste flou. Chômage partiel, baisse de production, difficile démarrage des nouvelles activités, organisations du travail pénibles et incohérentes… cela fait beaucoup. En CHSCT, nous dénonçons les conditions de travail dégradées (expertise et enquête votées). En CE, un nouveau Droit d'Alerte est voté devant l'absence d'éléments concrets concernant la stratégie de Ford. La direction proteste, voire pète les plombs contre nous et notre positionnement. Elle espérait que les élections se traduiraient par une CGT affaiblie, lâchée par les salariés. C'est tout le contraire qui s'est passé.

Les collègues ont massivement exprimé leur reconnaissance de la bataille menée depuis les premières manifestations en 2007 contre la fermeture de l'usine. Cela est un encouragement pour les militants et donne une légitimité à nos actions.

Par ce vote, les collègues montrent qu'ils ne se font pas embobiner par le baratin patronal, qu'ils sont conscients que quelque part l'avenir dépend de notre résistance.

Même si cela ne garantit pas une mobilisation des salariés (nécessaire) pour la période qui vient, cela permet de marquer des points et de maintenir la pression sur Ford, mais aussi sur les pouvoirs publics qui surveillent de près. C'est déjà ça !

Philippe Poutou

Monnaie Pessac

Rien à partager avec la direction

Depuis 2011, la direction a adopté un plan « stratégique » au nom pompeux de « *MAP : Monnaie aux ambitions partagées* ». Le PDG a répété sur tous les tons qu'il s'agissait d'inventer une « *nouvelle culture d'entreprise* », de « *développer l'activité* »… Bref, toutes les ficelles habituelles du dialogue social pour faire passer les mauvais coups.

Dès le début, les syndicats ouvriers se sont positionnés contre le MAP, en dénonçant les 33 suppressions de postes prévues en production : 20 sur l'établissement de Pessac et 13 à Paris. Et cela, malgré le boniment du PDG qui promettait qu'il y aurait d'autres postes créés dans son plan si génial.

En réponse, la direction a tenté de noyer le poisson, de faire venir des collègues dans de nombreux « groupes de travail » qu'elle a réunis pendant un an sous prétexte « d'amélioration » de l'entreprise. Au final, très peu d'ouvriers ont joué le jeu et même des agents de maitrise dénoncent aujourd'hui cette mascarade, où la direction ne retient que ce qui l'arrange.

Lors du dernier CE, elle nous a présenté son plan, en chiffrant les suppressions d'emplois par secteur par une vraie méthode Coué : avec moins de monde, tout ira bien pour faire le boulot puisqu'on sera plus efficace, plus réactif, plus polyvalent, etc. Il faut dire que pour faire tout ça, la direction a une vraie recette miracle : « *le briefing du matin* » avec le chef… eh oui, il suffisait d'y penser !

Face à cela, la colère grandit, d'autant qu'en même temps, la direction dépense sans compter pour un projet d'usine vitrine et de restaurant de luxe en plein centre de Paris et qu'elle recrute de nombreux hauts cadres pour cela. Et surtout, il se développe un vrai ras-le-bol sur les salaires, en particulier chez les contractuels à qui on demande d'être super-polyvalents tout en étant sous-payés.

De même, les collègues n'acceptent pas l'annonce de ces 20 suppressions de postes dans l'usine, alors que l'année dernière, l'intérim représentait près d'une vingtaine de postes à temps plein en moyenne ! Alors, pas question de supprimer les emplois et de dégrader nos conditions de travail et de vie. Il est grand temps d'embaucher nos collègues précaires.

Laurent Delage

Nos vies, pas leurs profits

Réforme de l'UNEDIC : une provocation

Le 20 mars, associations de chômeurs, syndicats et partis appelaient à manifester contre la réforme de l'UNEDIC.

En effet, dès le 21 mars, cette réforme proposée par le MEDEF -censée « sauver » l'UNEDIC- était adoptée avec l'appui de la CFDT, de l'UNSA et de FO, la CGT ayant claqué la porte (les sacrifices ne sont demandés qu'aux chômeurs). Le MEDEF, lui, a obtenu toute satisfaction, sans aucune hausse de ses cotisations.

La nouveauté, ce sont les « *droits rechargeables* » : un chômeur

fera l'acquisition de droit à l'indemnisation-chômage à chaque fois qu'il retravaille, même avec de petits contrats. Une bien mince avancée : l'explosion du chômage -3 347 700 chômeurs complets en France en février- rendant le retour au travail bien aléatoire !

Ce sont les chômeurs et les salariés qui paieront la note : baisse des revenus des intermittents du spectacle et hausse de leurs cotisations, allongement du délai de carence (sans indemnités de chômage) après licenciement pour les cadres, baisse de certaines indemnités de chômage. Quant aux salariés de plus de 65 ans -exonérés jusqu'alors-, ils paieront désormais des cotisations UNEDIC.

Comme le fait remarquer AC-Gironde, si la réforme ne semble s'attaquer, pour l'instant, qu'à certaines catégories, ce sont bien tous les chômeurs et précaires qui sont visés. Ce sera sans doute l'objet de la prochaine « réforme ».

Servir la soupe aux riches, s'attaquer aux pauvres, à tous les salariés, n'est-ce pas la raison d'être de cette gauche libérale et de son tout frais « gouvernement de combat » ?

Gérard Barthélémy

Congrès académique du SNES : petits ruisseaux et grandes rivières

Le SNES-FSU, principal syndicat des enseignants du second degré, a tenu son congrès académique à Pau du 12 au 14 mars. Une petite centaine de militants de toute l'académie de Bordeaux se sont réunis à cette occasion pour discuter des orientations à venir de leur syndicat et porter leurs propositions devant le congrès national qui s'est ouvert à Marseille le 31 mars.

Parmi les différents thèmes débattus, de l'avenir du syndicalisme aux alternatives sociales en passant par les réformes des collèges et des lycées, un des temps forts de la discussion a concerné le projet de réécriture du décret de 1950 portant sur les missions et le statut des enseignants, projet décidé par le ministère de l'éducation nationale, en négociation depuis plusieurs mois avec les « *partenaires sociaux* ».

Les militants les plus radicaux du SNES, regroupés dans la tendance « L'École Émancipée » ont pu savourer une petite victoire assez révélatrice des écarts entre le positionnement de la direction, tournée vers le dialogue social, et la colère de la base militante pressée de rompre avec cette stratégie du refus de l'affrontement. A propos de la motion « action » dénonçant très justement la politique d'austérité et appelant à construire une mobilisation unitaire, les militants de l'École Émancipée ont souhaité ajouter un amendement pour que la direction du SNES et de la FSU s'engage à voter contre le projet ministériel de réécriture des décrets statutaires au comité technique ministériel (CTM) du 27 mars, dans la mesure où l'état actuel du projet ne prend pas en compte les mandats du SNES, notamment sur la réduction du temps de travail et la revalorisation des traitements.

A notre agréable surprise, l'amendement a été voté, alors que les cadres de la tendance majoritaire Unité et Action appelaient leurs militants à le refuser. Une victoire et un encouragement pour la lutte donc, certes limités car cela n'a pas empêché le SNES de finalement s'abstenir lors du vote consultatif du projet de réforme des statuts et missions des enseignants au dernier CTM. Décidément, l'opposition de gauche à construire n'est toujours pas une mince affaire. Mais comme on dit : « c'est avec les petits ruisseaux... »

Patrick Chaudon

Bilan des Municipales

Dans ce dossier, nous revenons sur les résultats des listes présentées et soutenues par le NPA (Bordeaux, Cenon, Lormont, Mérignac, Pessac et Talence), mais aussi sur quelques faits marquants de cette campagne en Gironde.

Retour sur la campagne de la liste

Bordeaux, Rouge et Anticapitaliste !

présentée par le NPA et les Rouges Vifs

Dimanche 23 mars, les résultats tombent : 1914 voix soit 2,51%. Nous espérions mieux. C'était sans doute au delà de nos forces, mais nous avions l'objectif d'atteindre la barre des 5% synonyme d'un élu. C'est une déception, 570 personnes de moins qu'en 2008 ont voté pour nous, mais notre score est malgré tout une réussite : 512 bordelais-es de plus qu'en 2012 ont apporté leur voix à nos revendications anticapitalistes.

Au-delà des résultats, cette campagne reste un excellent souvenir pour les militant-es et les sympathisant-es qui y ont participé. De plus, elle est un tremplin pour créer un Comité Rouge et Anticapitaliste solidement implanté à Bordeaux qui saura faire entendre la voix des travailleur-es dans cette cité bourgeoise sous le joug d'un repris de justice !

Nous avons ressenti un réel intérêt pour nos propositions et une vraie sympathie. Que ce soit lors des diffusions de tracts sur les marchés, ou lors du meeting du 7 mars qui a réunit 150 personnes, nous avons pu faire entendre les axes de notre programme tels que le renforcement des services publics, la gratuité des transports en commun ou la réquisition des logements vides.

Des anecdotes sont venues agrémenter ces semaines militantes. Notre tête de liste, Philippe Poutou, a « *profondément blessé* » Juppé lors d'un débat télévisé en lui rappelant son passé avec la justice. Vincent Maurin (Front de Gauche) a fait preuve d'agressivité verbale lorsqu'aux Chartrons nous avons scandé que nous n'étions pas une « *candidature de témoignage* » comme l'ont largement répandu certains militants PCF. Il est à noter la présence du FN sur le marché des Chartrons et la complaisance des militants UMP qui sont venus les saluer avec force bises.

Les élections sont terminées, nous ne lâchons rien ! Nous appelons celles et ceux qui le souhaitent à rejoindre notre Comité Rouge et Anticapitaliste. Nous continuons d'unir nos forces à celles des Rouges Vifs et persistons à penser que c'est dans la rue que nous réglerons nos problèmes !

Mathieu, pour la liste « Bordeaux, Rouge et Anticapitaliste »

« *C'est dégueulasse !* »
a lancé en off Juppé à Philippe Poutou, suite à une émission télévisée où notre camarade avait eu la bonne idée de rappeler le passé de repris de justice du maire de Bordeaux. C'est vrai quoi, Philippe aurait pu dire qu'il n'y avait pas que Juppé et parler de Copé, Sarkozy et compagnie…

A Bordeaux, des espoirs électoraux déçus pour le Front de Gauche

Contrairement à 2008 où le PC s'était présenté avec le PS dès le 1er tour, le FdG a présenté une liste indépendante du PS en pensant obtenir 2, voire 3 élus. Mais avec 4,7 % des voix, il n'a plus d'élu au conseil municipal et perd ses 2 sièges.

Il paie, lui aussi, la politique du gouvernement Hollande. En effet, même si indépendance de liste il y avait, le FdG n'a pas caché pendant cette campagne sa volonté d'alliance avec le PS pour continuer à co-gérer la CUB, s'affichant dans un meeting commun spécial CUB avec le PS et les Verts.

Si nous avions en commun la défense des services publics, du logement, des transports gratuits, la dénonciation des politiques d'austérité, Vincent Maurin, tête de liste du FdG, se gardait bien de dénoncer la cogestion de la CUB dont il était partie prenante avec Juppé et Feltesse.

Lors des différents débats publics auxquels nous avons participé, il justifiait le fait d'avoir des élus pour peser au conseil municipal… au prix de faire le contraire de ce qu'ils défendent !

Les candidats du FdG ont répété sans cesse qu'il ne fallait pas voter pour le NPA, car nous n'étions qu'une « *candidature de témoignage* ». Comme si postuler pour être élu et être le relais des mobilisations, des revendications de la population au conseil, n'était pas éminemment concret.

Pour défendre les intérêts des exploités, de ceux d'en bas, il n'y a pas de raccourci électoral possible. Nous proposerons aux militants FdG de construire ici aussi à Bordeaux une opposition de gauche à la politique du gouvernement.

Isabelle Larroquet

Bilan des Municipales

Cenon : une élue pour la liste Gauche alternative d'opposition à l'austérité

10,83 % des électeurs qui se sont exprimés ont voté pour notre liste unitaire NPA, PG, Ensemble. Elle progresse de 2,68 % par rapport à la liste LCR de 2008. Christine Héraud est réélue et nous sommes passés très près d'un deuxième élu (moins de 0,3 %). Dans un système réellement démocratique de proportionnelle intégrale, notre liste aurait eu au moins 3 élus.

L'abstention, déjà à un très haut niveau en 2008, progresse encore de 8,32 %, passant à 52,81 %, un taux bien supérieur à la moyenne nationale (38 %).

Malgré la satisfaction affichée par le Maire, la liste de la majorité municipale (PS-PC-EELV) subit un sérieux revers. Elle recule de 9,75 %, chutant à 67,29 % et perd deux sièges au conseil municipal. Car quoi que dise le Maire de sa bonne ville où il fait si bon vivre, la crise n'épargne pas les habitants de Cenon et ce recul est une condamnation des politiques gouvernementales d'austérité au service du patronat et de la finance et de leurs relais locaux.

La droite (UMP) profite de ce désaveu. Elle totalise 21,87 %, progressant de 7,06 % et gagne deux sièges au conseil municipal.

L'unité réalisée entre Ensemble, le NPA et le PG, la dynamique militante qu'elle a suscitée, est un encouragement pour tous ceux qui veulent continuer à mener le combat contre l'austérité, pour une autre répartition des richesses, au sein du conseil municipal mais aussi dans la rue, dans les résistances et mobilisations pour la reconstruction des services publics, pour l'interdiction des licenciements, contre la précarité, les hausses de loyers et charges, pour les droits démocratiques.

Ainsi que l'a rappelé Christine Héraud en posant sa candidature au poste de maire lors du Conseil d'installation du 28 mars : « *Comme je l'ai fait durant les deux mandats que j'ai effectués dans ce conseil municipal, cette fois avec mes camarades du FdG qui ont fait le choix de l'opposition, je continuerai à me faire le porte-parole de la population la plus déshéritée et le relais de leurs luttes et de leurs mobilisations.* »

Et c'est pour cela qu'une équipe est en train de s'organiser pour poursuivre le travail unitaire engagé pendant la campagne municipale et permettre que se constituent sur Cenon les bases d'une véritable opposition de gauche pour lutter contre les politiques d'austérité de droite comme de gauche et faire entendre les revendications du monde du travail et de la jeunesse.

Bruno Bajou

Lormont : la liste NPA/PG a une élue

La droite et la gauche reculent, l'extrême droite progresse

Ces élections auront révélé à la fois l'ampleur du désaveu de la droite et de la gauche gouvernementale soutenue par la majorité PS-PC-EELV locale, et la désespérance, avec une abstention encore plus forte qu'au niveau national (plus de 52%) et 4 élus FN (21,88% des voix, dont beaucoup dans les quartiers populaires)

La politique des partis institutionnels a été sanctionnée, même si la majorité est repassée avec 60 % des voix. Mais la colère a été dévoyée. Dans une ville où le FN ne s'était pas présenté depuis 2001 (seulement aux cantonales), et n'avait pas d'élus depuis 1995, un étudiant domicilié en décembre à Lormont a réussi, sans faire campagne dans la ville, à capitaliser un mécontentement dévoyé, et pour certains des préjugés racistes.

Il faut dire que si le score de l'extrême-droite est si haut, c'est aussi parce que la droite y est particulièrement faible, au point qu'elle a présenté en catastrophe un Boutiniste qui avait constitué sa liste avec 18 colistiers sur 35 habitant la même tour que le personnage démagogue et controversé… Les voix de la droite ont donc pu être siphonnées par l'extrême-droite.

Au Conseil d'installation, s'il y avait quatre candidats à être maires (le Maire, la droite, l'extrême-droite et moi), j'ai été la seule à revenir longuement sur les répercussions locales de la politique d'austérité nationale. Le PC est brièvement intervenu pour soutenir la candidature du Maire PS, tout en appelant de ses vœux pieux « *un changement de cap à gauche du gouvernement* »…

J'ai également rappelé la nature du FN, parti dirigés par des riches, et la gestion communale dans les années 90 de ce FN si « propre », ce qui a fortement insupporté sa tête de liste.

J'ai affirmé enfin que nous continuerions à être les porte-parole des résistances et des luttes indispensables pour changer le rapport de forces, fière de militer dans cette commune pauvre et multiculturelle, dont tant de membres sont privés du droit de vote car immigrés.

Nous allons donc poursuivre le travail entrepris durant la campagne avec nos camarades du PG, pour aller vers une opposition de gauche à ce gouvernement, qui encourage les locataires, les communaux, les sans papiers, les habitants à se battre. Avec 7,85% des voix, l'enjeu en valait la chandelle, et on a du pain sur la planche !

M. Casanova

Deux élu-e-s pour la vraie gauche à Talence

Talence est gérée à droite depuis 1983 sous l'emprise d'une gestion clientéliste et affairiste. Le 23 mars, A. Cazabonne a, hélas, obtenu un nouveau bail de 6 ans pour la plus grande joie des promoteurs immobiliers, des loyers hors de prix, des fermetures de services publics, et de la pénurie de tout ce qui sert à faciliter la vie quotidienne.

Le « système » talençais s'est illustré aussi par des appels téléphoniques au domicile des électeurs, pour leur demander s'ils allaient voter pour Cazabonne. Curieuse façon de respecter le secret du vote, et sinistre manœuvre pour faire pression sur l'électorat.

Mais l'élection de A Cazabonne dès le 1er tour, dans une ville qui vote traditionnellement à gauche aux élections (sauf municipales), est pour l'essentiel la sanction de la politique gouvernementale. Bon nombre d'électeurs-trices ne se retrouvent pas dans une gauche qui n'est pas de gauche et mène la même politique… de droite.

A Talence, beaucoup ont choisi l'abstention. Contrairement à ce qu'a affirmé A. Cazabonne lors de la 1ère séance du conseil municipal « *l'abstention n'est ni de droite ni de gauche, on ne peut pas savoir d'où elle vient* », ce sont bien dans les quartiers votant le plus à gauche que l'abstention a été la plus forte.

Dans ce contexte, nous sommes satisfaits que la voix d'une Vraie Gauche ait pu se faire entendre dans l'unité NPA - PG - Ensemble et des citoyen-e-s sans parti : 8,62% et deux élus, Bernard Conte et Marie Fauré, militante du NPA.

La campagne unitaire a eu un peu de mal au départ, en raison des hésitations et retournements du PCF, qui a aussi négocié avec le PS, pour finalement renoncer à une candidature, et aussi, peut-être, d'une certaine méfiance des uns par rapport aux autres. Ensuite, cette campagne s'est développée avec cordialité, efficacité et dynamisme, la presse relevant l'importance de la présence du NPA.

« *Une Vraie Gauche pour Talence* » a fait une entrée remarquée au 1er conseil (voir sur le site : http ://talence.agv.free.fr), dans une assemblée où la plupart aiment découper en tranches politique locale et nationale, histoire de se disculper, à tour de rôle, des conséquences désastreuses de leurs actions. Nous allons combattre les inégalités sociales dans la commune, et initier des actions contre l'austérité. Le 12 avril est d'ores et déjà un rendez-vous que nous ne manquerons pas.

J.S.

Pessac : PS, PC, Verts KO après 25 ans à la tête de la ville

A Pessac, qui a fait l'actualité au soir du second tour avec la déroute de la majorité sortante en place depuis 1989, bien des militants PS mais aussi PCF et Verts ont du mal à encaisser le choc. En 2008, les mêmes avaient obtenu plus de 58 % dès le 1er tour (39 % cette fois) ; plus de 70 % en 2001…

Le renfort médiatisé de Rousset, l'alliance entre les deux tours avec une partie de la liste « apolitique », n'ont pas évité la déroute : 48,11 % pour Benoît et 51,89 % pour l'UMP Raynal (37 % au 1er tour), directeur de Saint-André et poulain de Juppé, même si, avec une abstention de 42 % (jusqu'à 60 % dans des bureaux populaires) et 4,5 % de nuls, le nouveau maire n'a en réalité été élu que par 28,8 % des électeurs.

Dans ce contexte, les 1217 voix obtenues au 1er tour par notre liste Pessac Alternative Anticapitaliste, soit 5,58 %, sont précieuses. Même si, du fait des règles électorales, nous ne serons plus présents au conseil municipal (alors que la stricte proportionnelle nous donnerait 2 élus !). Nous le regrettons, mais notre combat continuera au sein des mobilisations de la population, des salariés, de la jeunesse, des quartiers populaires… là où les choses se jouent vraiment. Et de ce point de vue, notre résultat est un encouragement, d'autant que ce que nous avons porté a reçu des marques de sympathie au-delà de notre électorat, entre autre de militants PC, voire PS.

Il s'agit aujourd'hui de prolonger la dynamique avec tous ceux qui se sont reconnus dans notre campagne, l'ont menée ou relayée dans leur milieu. Parmi eux, des camarades de la Fase, du PG ou sympathisants, des militants syndicalistes, associatifs, de quartiers, et bien d'autres…

La situation tant générale que locale, les scores de la droite et du FN (9 % à Pessac sans avoir fait campagne) donne ou redonne envie à des camarades de continuer à prendre part au combat politique. Le travail ne manque pas !

Isabelle Ufferte

Bilan des Municipales

Mérignac : Victoire du PS en trompe-l'œil

La victoire de justesse d'Alain Anziani (avec EELV et le PCF), grâce au maintien du FN, n'aura provoqué au PS qu'un soulagement au milieu de la déroute générale. Mais par rapport à l'histoire locale, elle apparait en réalité bien maigre, avec ses 48,8 % au second tour, alors que la ville est dirigée par ce parti sans discontinuer depuis 70 ans… et qu'il n'y avait jamais eu ici de second tour ! En 2008, la liste de Michel Sainte-Marie obtenait encore 64 % des voix pour son 7ème mandat.

Pourtant, ils s'y sont tous mis avec les grands moyens. Le PS bien sûr, qui a fait une grosse campagne. Michel Sainte-Marie, à titre personnel, s'est fendu d'une lettre distribuée dans toutes les boites aux lettres. Les Verts, et aussi le PC qui s'est réveillé sur la fin, pour mobiliser au second tour en expliquant que c'était une campagne locale pour « *une ville où il fait bon vivre !* ». Les 25 % de jeunes au chômage apprécieront !

La droite a mobilisé de vraies équipes militantes, y compris issues de milieux populaires, avec plusieurs fois le soutien de Juppé, ils n'ont jamais eu autant d'élus (11) au Conseil avec 43,3 % des voix. Quant au FN, il s'est maintenu au deuxième tour (10,3 % puis 7,9 %) et a obtenu un élu. Des résultats qui contredisent totalement ceux qui ont soutenu mordicus la dimension locale du scrutin.

Un mot, enfin, sur la liste Lutte Ouvrière (1,51 %), dont nous ne pouvons que regretter le choix de faire cavalier seul. Personne ne peut se satisfaire de cette division.

Notre liste **Anticapitalistes et Solidaires** a recueilli 845 voix (3,53 %). Les résultats sont modestes, mais nous sommes fiers d'avoir réussi à constituer une liste de 49 candidat-e-s et associé de nouveaux amis dans la campagne. On continue !

François Minvielle

Listes d'union de la gauche : le PCF dans les bagages du PS...

A l'exception notable de Bordeaux et quelques communes, le PCF a fait le choix de « l'union de la gauche » avec le PS et EELV avec l'espoir de sauver ses élus, aussi bien dans les Conseils municipaux qu'à la CUB. La proposition du NPA de construire ensemble une opposition de gauche a certes provoqué des débats... mais cela n'a pas suffi pour tourner la page de décennies d'alliances.

A Pessac, le PCF écrivait dans un tract à quelques jours du premier tour : « *Présenter et faire élire des candidats communistes à cette élection locale, c'est continuer à avoir des élus en pleine responsabilité (adjoint et conseiller CUB notamment), donc en capacité de porter au sein du Conseil Municipal et à la CUB cette forte exigence populaire de changement politique, tant au niveau national qu'européen* ». Cela aura été le seul tract PCF de toute la campagne sur cette commune, diffusé discrètement par quelques militants sur le marché pour essayer de justifier leur choix de faire liste commune avec le PS. Même attitude à Mérignac, où les militants n'ont presque pas fait campagne pour la liste d'union.

On connaît la suite : le PC est embarqué lui aussi dans la défaite du PS, perdant de nombreux adjoints et conseillers communautaires. Aujourd'hui, dans les villes perdues comme à Pessac, le renoncement a un goût particulièrement amer pour bien des militants sous le choc. Ailleurs, comme à Mérignac le PC sauve ses 2 élus CUB : inespéré au regard de son influence…

Car le PCF est dépendant du PS non seulement pour ses élus CUB et ses adjoints, mais aussi ses élus municipaux. Une politique qui démoralise et paralyse les militants du PCF, et qui alimente le « *tous pareils* ».

I.U.

« *Fiers de payer l'impôt* » ?

Pendant la campagne municipale de la liste du Front de gauche (PCF, PG, Ensemble, GU) à Bordeaux, on a pu voir une affiche PCF arborant une grande cocarde bleu-blanc-rouge, avec ce slogan : « *Fiers de payer l'impôt quand il est juste* ». Comme si l'impôt pouvait être « *juste* » dans une société ruinée par la dette publique et les cadeaux au patronat ! Comme si l'« *égalité* » affichée aux frontons des édifices publics pouvait avoir une quelconque réalité dans une société capitaliste !

Toute la symbolique de l'affiche est ainsi dans le droit fil des campagnes du Front de gauche pour une 6ème République, prétendue héritière d'une Grande révolution française érigée en mythe, et de ses cocardes tricolores. Sans oublier ses « grands principes »... dont Babeuf, guillotiné par cette République en 1797, dénonçait déjà l'hypocrisie : « *Le peuple confiant et plein de franchise a dû prendre d'abord pour ce qu'elles étaient ces sublimes expressions : liberté, égalité. Mais ô scélérats [...] vous avez fait connaître au peuple que vous donniez à ces expressions positivement l'inverse de la définition du dictionnaire...* ». Depuis, les scélérats ont prospéré, sont devenus les maîtres de la finance, menant leurs guerres contre les travailleurs et les peuples au nom de la République et sous les couleurs de ce drapeau tricolore.

Les descendants de Babeuf, les révolutionnaires socialistes, ont rompu depuis longtemps avec cette république des exploiteurs. Leurs combats, ils les mènent sous les couleurs du drapeau rouge, le drapeau des Communards. Et ils dénoncent l'impôt qui « *saigne le malheureux* », comme le dit *l'Internationale*…

Daniel Minvielle

FN en Gironde : des succès électoraux, une implantation pour l'instant limitée

En Gironde aussi, le FN a enregistré une progression importante. Comme partout, il s'est présenté comme prétendument antisystème, « *la force du bon sens* »... et il a réussi à constituer dix-sept listes contre deux en 2008, touchant la moitié de la population du département.

Quatre de ses listes se sont maintenues au second tour et 18 conseillers municipaux ont été élus. Deux conseillers à Bordeaux (6 %), Ambarès-et-Lagrave (14,6 %), Floirac (15,9 %), Bègles (12,1 %), Saint-Laurent-Médoc (16,8 %). Un conseiller à Mérignac (7,9 %), Libourne (10,3 %), Arcachon (8,2 %), Cabanac-et-Villagrains (19,6 %). Le FN n'a pas d'élu à La Teste (9,2 %), Cardan (6,1 %), Pessac (9 %), Ruch (18,8 %), Saint-Médard-en-jalles (7,8 %) et Saint-Seurin de Cursac (25,4 %). C'est à Lormont qu'il fait son meilleur résultat, avec 4 élus et 21,9 %. Une situation particulière liée au discrédit local de la droite qui n'a obtenu que 10 % et dont on peut penser que les voix ont été siphonnées par le FN.

Ces résultats ont été acquis alors que dans la plupart des endroits, le FN a engrangé des voix sans faire campagne et n'a pas de réelle implantation militante. Comme à Lormont, où le candidat était un inconnu et où la totalité des quatorze panneaux électoraux n'ont même pas été collés. A Mérignac, le candidat, pourtant présent depuis longtemps, était tout seul à diffuser sur le marché. Ces difficultés ont été illustrées par les nombreuses histoires de candidats à qui le FN avait visiblement forcé la main. Sans parler de villes comme Pauillac et Lesparre où il n'a pas réussi à faire de listes, alors que Marine Le Pen était arrivée en tête à la présidentielle. Le sommet a été atteint à Saint-Jean-d'Illac où face aux plaintes, le FN a préféré ne pas distribuer le matériel déjà imprimé de la liste qui avait pourtant été déposée à la préfecture.

Il ne s'agit pas de minimiser la menace, car les élus obtenus par le FN vont lui servir pour essayer de s'implanter, d'agréger des réseaux, de constituer une clientèle... C'est l'objectif qui a été fixé nationalement par Marine Le Pen.

Il s'agit bien pour l'ensemble du mouvement social de mesurer la situation et de se donner les moyens de mener la bataille politique pour faire reculer l'extrême droite et les dangers qu'elle porte contre le monde du travail et les classes populaires, et cela ne peut se faire qu'en combattant les politiques d'austérité qui en font le lit.

F.M.

Juppé, la CUB et la cogestion...

« *Je voudrais que Bordeaux soit un laboratoire du travail collectif qui dépasse les clivages partisans* ». C'est ainsi que Juppé décrit sa « vision » de la présidence de la CUB dont il hérite, fort des 63 sièges acquis par la droite pour 41 à la gauche (dont 6 pour EELV et 6 pour le PCF).

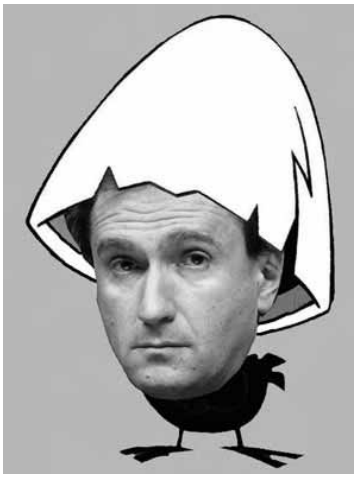
C'est donc reparti pour la « *cogestion* », en plein accord avec les maires « *de gauche* »… et des élus PC qui sont eux aussi partants pour cogérer avec Juppé. Un groupe constitué de cinq maires de gauche et de cinq maires de droite, dont Juppé, a commencé à travailler jeudi 3 à l'élaboration d'un « *accord de gouvernance* ». Autrement dit, à se répartir les 20 vice présidences qui constituent le bureau de la CUB, exécutif au sein duquel continueront de se « négocier », dans la plus grande opacité, les investissements revenant aux diverses villes...

Rien de bien original, donc, sinon que Juppé en profite à bon compte pour poser au « *sage* » qui pourrait, le moment venu et fort de ses « *expérimentations* » locales, constituer la solution « *nationale* » dont rêve la bourgeoisie en ces temps de crise politique exacerbée : un président capable de faire taire les « *clivages partisans* » au profit d'une véritable politique d'union nationale... A voir les appétits démesurés de tous ceux qui, de droite à gauche, se voient calife à la place du calife, c'est pas gagné !

D.M.

Et Feltesse ?

Selon *Sud-Ouest* du 2 avril, une des clauses de l'accord en discussion spécifierait que ne pourraient pas siéger au bureau de la CUB des opposants aux maires vice-présidents... ou président. Du coup, Feltesse, qui se rêvait il y a moins d'un mois premier président de Bordeaux Métropole, devra se contenter d'un siège de conseiller. Quant à sa place de député, où il s'est distingué en votant toutes les mesures d'austérité, il est suspendu à la reconduite ou pas de Delaunay au secrétariat d'État (que nous ne connaissons pas à l'heure où nous écrivons)... Trop injuste !



Bilan des Municipales

Campagne de Lutte ouvrière : quelle perspective à l'isolement ?

Les camarades de LO ont présenté quatre listes en Gironde : à Bègles (2,26%) et à Langon (4,51%), où ils étaient seuls à défendre un programme clairement en opposition au gouvernement… et à Bordeaux (0,51%) et Mérignac (1,51%) où le NPA présentait aussi des listes et leur avait proposé de faire liste commune.

Partout LO a fait le choix de ne pas parler des problèmes locaux. Ainsi Guillaume Perchet, candidat à Mérignac a déclaré à *Sud Ouest* qu'« *aucun des problèmes essentiels des couches populaires n'est un problème local* ». Qu'il faille un rapport de forces à l'échelle nationale pour imposer d'autres choix politiques généraux, nous en sommes tous d'accord… mais une mobilisation sociale locale peut tout à fait imposer des revendications sur des « *problèmes essentiels* » de la vie de tous les jours, comme le logement, les transports, le prix de l'eau, etc.

Contribuer à changer le rapport de forces pour agir là où on est, y compris à l'échelle locale, est un élément pour construire un rapport de forces global. On dirait que LO l'a oublié… c'est comme si on renonçait à lutter pour une augmentation de salaires dans une boite, sous prétexte que le SMIC reste bloqué à l'échelle nationale !

Cette autojustification de l'isolement n'est pas bon signe. De même que les propos de Fanny Quandale, candidate à Bordeaux, ainsi relatés par *Sud-Ouest* à propos de Philippe Poutou : « *mon principal ennemi, ce n'est pas lui mais le Front national* ». Pour le moins, étonnant.

Pour notre part, nous continuons à affirmer que nous avons besoin plus que jamais de regrouper nos forces pour défendre le camp des travailleurs, des classes populaires, ici comme à l'échelle de l'Europe.

F.M.

Pour une démocratie représentant réellement les intérêts des classes populaires

« Vague bleue », vote « sanction » contre la soumission de Hollande aux intérêts des puissants, tout comme à celle des maires PS à la politique de Hollande, c'est le grand chambardement dans bien des municipalités. Les nouveaux maires prennent leur fonction avec force discours et promesses et sous les applaudissement de leurs partisans...

Mais le changement s'arrêtera là. Dans les mairies, la vie continuera comme par le passé. Pendant les six années de la mandature, assurés de disposer d'une large majorité par une loi électorale inique, les maires continueront à ne se plier à aucun contrôle, sauf celui de l'État. Rien ne se « votera » dans les Conseils municipaux qui n'ait été décidé auparavant. Les « consultations » de la population resteront de la « pédagogie » visant à « faire passer » des projets déjà ficelés.

Quant aux budgets, il ne sera toujours pas question de les mettre au débat public, ils resteront une affaire de spécialistes. Et cela d'autant plus que ces budgets sont le reflet des politiques d'austérité menées par les gouvernement, et qu'il n'est pas plus question pour les majorités de droite que pour celles de gauche de remettre en cause ce qu'elles appellent la « légalité républicaine», autrement dit les décisions de l'Etat.

Et les « administrés » continueront à être invités à attendre les élections suivantes pour sanctionner éventuellement le « sortant », en votant « contre », en s'abstenant. A moins qu'ils ne décident d'en finir avec ce cercle vicieux...

Cela passe par une bataille politique pour imposer le remplacement de la démocratie représentative par une démocratie directe : le remplacement de conseillers municipaux élus pour six ans sur de vagues programmes par des délégués révocables, élus par des assemblées de quartier, les associations, sur des mandats concrets.

Le conseil municipal deviendrait alors l'assemblée de ces délégués, élisant un exécutif lui aussi révocable. Ce serait une façon de construire une démocratie directe, émanation de la population, et dont la première préoccupation serait la satisfaction des besoins de tous.

Une telle démocratie ne pourrait se contenter de gérer la misère à laquelle les municipalités sont condamnées du fait de leur acceptation des politiques d'austérité. Il lui faudrait aussi organiser la mobilisation des populations contre ces politiques pour obtenir de l'Etat les moyens nécessaires à faire face à l'urgence sociale, devenant ainsi un véritable point d'appui pour les luttes sociales.

D.M.

Européennes

Pour une Europe des travailleurs et des peuples

Les élections européennes peuvent être une nouvelle étape dans le sens de la construction d'une opposition de gauche, ouvrière et populaire au gouvernement Valls-Hollande ; de faire entendre des voix en rupture avec les partis institutionnels, le PS et ses soutiens, l'UMP, tous ceux qui ont mis en place l'Europe du chômage et de l'austérité, l'Europe de la troïka, du TSCG initié par Sarkozy et mis en place par Hollande.

Pour porter cela, nous pensons qu'il serait souhaitable que puissent se constituer des listes unitaires avec les forces politiques qui entendent se situer en opposition au gouvernement, à la droite et à l'extrême droite, tout en rejetant toute forme de nationalisme et de souverainisme. Avec ceux qui veulent porter une voix en rupture avec le monde des politiciens rejetés par l'abstention très souvent majoritaire dans les quartiers et les cités populaires, en rupture avec cette Europe qui menace les droits des femmes, flatte les préjugés racistes contre les Roms et les immigrés.

C'est dans cet objectif que le Conseil Politique National du NPA des 5 et 6 avril a décidé de s'adresser publiquement à Lutte Ouvrière et aux partis du Front de Gauche tout en se donnant les moyens de présenter nos propres listes.

Lutte Ouvrière nous a déjà dit qu'ils ne partageaient pas notre préoccupation ; des désaccords importants demeurent avec le PC et le PG. Mais nous voulons faire connaître aux militant(e)s de ces partis qui se revendiquent du mouvement ouvrier la politique que nous pensons nécessaire de mettre en œuvre en rassemblant celles et ceux qui refusent l'Europe forteresse qui dresse des barbelés contre ceux qui fuient la misère et les guerres dont les grandes puissances occidentales, la France en particulier, portent une lourde responsabilité.

La crise de l'Union Européenne est liée à la crise du capitalisme. Elle ne se résoudra pas dans le cadre du repli national. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la convergence des luttes des peuples révoltés contre les politiques d'austérité.

I.U.

Les nôtres

Marie nous a quittés

Marie Gérault, que nous appelions aussi Sara, nous a quittés, dimanche 2 mars, après des mois de lutte opiniâtre contre la maladie.

De cette génération «qui eut 20 ans en 68», gagnée au marxisme révolutionnaire, étudiante en lettres classiques, elle rejoint Lutte ouvrière où elle milita, d'abord à Bordeaux puis à Angoulême où elle devint enseignante. En 1997, elle est exclue de LO avec toutes celles et ceux qui refusaient, en particulier à Bordeaux et Rouen, la dérobade de la direction. LO avait appelé à la construction d'un parti des travailleurs après le succès d'Arlette Laguiller à la présidentielle de 1995 (plus de 5%). Un tel appel impliquait d'être prêt à œuvrer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires, ce que LO ne voulait pas.

Marie participa alors à la construction de Voix des travailleurs autour de son hebdomadaire puis, en juin 2000, à la fusion-intégration avec la Ligue communiste révolutionnaire. Elle se retrouva alors dans le courant Démocratie révolutionnaire. Elle participa activement à la fondation du NPA…

Tout au long de ces années militantes, Marie a été partie prenante de tous les combats, fidèle, tenace, sans jamais se départir de son optimisme. Toujours accueillante et chaleureuse, d'un dévouement indéfectible, disponible pour ses camarades par ses conseils, sans ménager son ironie à l'égard des outrances ou des poses. Ferme dans ses idées, elle était indulgente surtout pour ceux de notre camp social. Cultivée, curieuse de tout, histoire, science, romans, elle savait d'une phrase donner envie de découvrir un nouveau livre. Comme un pied de nez à la mort, elle avait tenu à être sur la liste pour les municipales à Angoulême, son dernier défi militant.

Nous étions près de 150 à nous retrouver, par un bel après-midi ensoleillé, pour lui rendre un dernier hommage: son compagnon, Michel, sa famille, ses proches, ses camarades du NPA, des militantEs de LO, du PCF, de la CGT, des ouvriers de Leroy-Somer…

Nous garderons dans nos mémoires le souvenir de sa ténacité, de son courage, de son sens de la dignité, de son optimisme. Nous avons perdu une amie chère.

Ses camarades

Ecologie

Quand le pollueur récupère le fric... de la sauvegarde de l'environnement !

Ce paradoxe est réalisé à Mérignac et St Jean-d'Illac par Marc Pena, le patron de deux entreprises, Pena Métaux et Pena Environnement. Au mois de mars, cette longue histoire de pollution et de lutte des riverains a connu un nouvel épisode, car une ultime pollution de type radioactif a fait passer le dossier de Pena Métaux, spécialisé dans le « *négoce des métaux de récupération et la fabrication d'un combustible de substitution* » au CODERSERT (Conseil de l'Environnement et des Risques Sanitaires et technologiques).

Depuis des années, les riverains dénoncent dans ce lieu des nuisances sonores, visuelles, olfactives, des pollutions de l'air, des sols, des eaux de surface et de la nappe phréatique. Ils se sont constitués en association (Asso2P) dès 2012. L'eau de la nappe est utilisée pour la culture de plantes médicinales (!!!), pour l'élevage des bovins et par les particuliers, à Beutre surtout. D'après cette association, elle contient des métaux, plomb, cuivre, cadmium, tous toxiques et/ou cancérigènes à des taux supérieurs de 10 à 30 fois les seuils autorisés (voir site de l'association http://www.asso2p.fr. Ces chiffres ont été obtenus grâce à des analyses effectuées par des laboratoires privés, les services de l'Etat ne fournissant pas de résultats malgré des demandes réitérées des riverains.

Leur intervention auprès de la mairie de Mérignac, auprès des collectivités locales est restée vaine, ces organismes renvoient le contrôle du site aux services de l'Etat. En avril 2013, Asso2P a porté l'affaire devant la justice pour « *pollution généralisée permanente et infractions multiples à l'arrêté d'exploitation* ». L'affaire est en cours.

Pendant tout ce temps, l'expansion du site s'est poursuivie. En 2006, le patron avait déboisé des parcelles, sans autorisation, passant outre le PLU (plan local d'urbanisme), avec comme seule riposte officielle, la visite d'un huissier. Ce « négoce » exige de l'espace, d'où les méthodes musclées et illégales du patron. Mais il est très lucratif : sur 100 entreprises exportatrices dans la région, Pena Métaux est à la 46ème place et exporte vers la Belgique, l'Italie, la Chine…

Quant à Pena Environnement, c'est une déchetterie privée qui récupère les déchets industriels spéciaux, les déchets industriels banals, les déchets verts... enfin tout, et cerise sur le gâteau, les ordures ménagères octroyées par la communauté de communes du Val de Leyre en toute magouille, puisque la déchetterie se trouve en dehors de la zone de récupération, ce qui est illégal. Là aussi, c'est une affaire qui rapporte gros. Il faut seulement que les services de l'Etat, au niveau général et local, se désengagent et soient défaillants, tant au niveau de la surveillance de la pollution que de la gestion des déchets. Cette gestion doit être assurée par des services publics, sinon les agissements d'un Marc Pena qui pollue, récupère les marchés publics, et laisse des lieux pollués, continueront. Il ne restera plus alors aux communes qu'à s'endetter pour dépolluer les sites.

Sur ce terrain opaque de la pollution et de la gestion de la sauvegarde de l'environnement, nous devons comprendre, dénoncer, soutenir les associations, organiser les ripostes pour appliquer encore et toujours le principe : nos vies, notre santé, pas leurs profits !

Michelle Dupouy

Ecole

Collège Mitterrand à Pessac : Non à la fermeture de classe

Le 25 mars, enseignants et parents d'élèves de la FCPE étaient mobilisés pour dire leur colère devant ce collège situé en bordure des cités populaires Arago et Chataigneraie. En effet, la Direction académique a annoncé la fermeture d'une classe de 4ème du fait d'un manque d'inscriptions à la rentrée prochaine. Les comptes faits, il manquerait selon elle 4 élèves pour pouvoir maintenir cette classe. Sauf que la vraie raison, c'est la suppression de moyens : 21 heures d'enseignement qui avaient été accordées en plus pour permettre la scolarisation d'enfants handicapés (dispositif Ulis), heures qui seront désormais intégrées dans la dotation globale horaire qui, elle-même, perd des heures d'année en année.

C'est inacceptable pour les parents, particulièrement solidaires de l'équipe éducative dans ce collège qui a à cœur de donner le maximum à chaque enfant, alors que 42 % d'entre eux sont boursiers.

Une classe en moins aurait des conséquences pour tous, compliquerait l'accueil des enfants handicapés et de leurs accompagnateurs dans des classes plus nombreuses, et remettrait en cause des projets éducatifs. Et les parents mobilisés craignent aussi que les moins défavorisés quittent alors le collège pour mettre leurs enfants dans le secteur privé tout proche

dont le collège et le lycée tout neufs ont une politique offensive de recrutement…

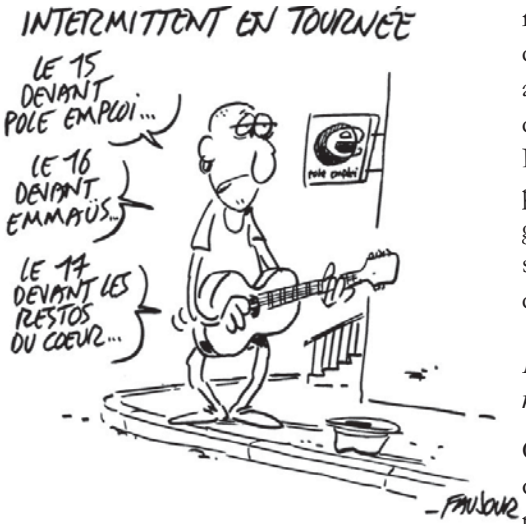
En attendant d'obtenir gain de cause, une banderole « en colère » tient bon devant le collège !

Isabelle Ufferte

Intermittents du spectacle de nouveau en lutte

Cela fait plus de 10 ans que le MEDEF cherche à défaire ce régime spécifique aux artistes et aux techniciens du spectacle à cause du prétendu milliard de déficit qu'il engendrerait.

Le 22 mars, un nouvel accord a été conclu (seule la CGT n'a pas signé) sur les règles relatives à l'assurance chômage détruisant encore davantage les droits sociaux de ces chômeurs, précaires, intérimaires, intermittents, travailleurs à activité réduite... Les économies annoncées sont faibles et pèsent sur les plus précaires, alors que certains secteurs, comme la télévision et le cinéma, dégagent d'importants bénéfices et quelques gros salaires pour une minorité, en profitant de la précarité permanente des techniciens et artistes.



Pour être appliqué, cet accord doit être agréé par le Ministère du Travail, ce qui doit se faire le 30 juin. Les intermittents sont donc en lutte afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il refuse l'agrément. À Bordeaux, trois rassemblements ont déjà eu lieu...

Éclairage par **Cécile Delachérie**, comédienne bordelaise depuis 25 ans.

Martine Pont : Quel est l'état de la mobilisation des artistes et techniciens à Bordeaux ?

Cécile Delachérie : Nous nous sommes retrouvés une centaine par grand froid le 10 février à la marche pour la culture, environ 150 le 27 pour défendre le régime spécifique et 200 le 20 mars au rassemblement place Pey Berland. Mais une trentaine seulement à l'AG à la Bourse du Travail pour s'organiser un peu et éventuellement former une coordination sur Bordeaux. Sur Paris, la coordination (http://www.cip-idf.org) est importante et active parce que les artistes sont très nombreux et rassemblés, à Bordeaux la situation est plus difficile.

MP : Pour quelle raison à ton avis et pourquoi une coordination ?

CD : Ce qu'il y a de particulier chez les artistes, dans le théâtre, c'est que les employeurs et les employés sont parfois les mêmes personnes. Un metteur en scène de théâtre, par exemple, est employé de sa compagnie mais choisit d'employer certains comédiens et donc devient employeur. En revanche, il y a moins d'écarts de salaire que dans le reste de la société. Dans la plupart des compagnies, le metteur en scène est rémunéré comme ses comédiens.

Très peu d'artistes sont syndiqués. Les jeunes sont un peu frileux, ont très peur d'être « récupérés ». Comme dans le reste de la société, la précarité s'est développée chez les artistes, il y a de moins en moins de travail et donc de plus en plus de chômeurs. Parfois, les artistes qui arrivent péniblement à gagner un peu d'argent et à survivre avec ce régime spécifique ne veulent pas risquer de perdre ces « acquis ».

MP : Comment la crise a-t-elle retenti sur la culture ?

CD : C'est une déconfiture en cascade. Le budget de la culture est le premier qui diminue quand l'État veut faire des économies. Par répercussion, les enveloppes accordées aux services culturels des mairies ont diminué de moitié en 10 ans. Les mairies achètent moins de spectacles qu'elles veulent accessibles à tous. Il n'y a plus de prises de risques, de « carte blanche » à des artistes.

Par ailleurs, dans l'Éducation Nationale, sont terminés aussi les projets tels les APAC (Projet de Classe Artistique et Culturel) qui faisaient intervenir des comédiens ou musiciens dans les écoles tout au long d'une année scolaire. Les occasions de pratiquer son métier se sont sérieusement raréfiées.

Si la mobilisation reste faible pour le moment, c'est peut-être aussi parce qu'il demeure des illusions dans ce gouvernement, entretenues par les propos (rassurants) de la ministre Aurélie Filipetti. Les partis de l'actuelle majorité avaient été solidaires des intermittents en 2003, mais il est vrai qu'ils étaient alors dans l'opposition... C'est bien une mobilisation d'ensemble qu'il faudra pour obliger le gouvernement à ne pas entériner l'accord du MEDEF et au-delà lutter contre toute forme de précarité.

Propos recueilis par Martine Pont

Passez le 1er mai avec le NPA

MANIF le matin à Bordeaux

REPAS après la manif, salle Victor Hugo, 88 cours Victor Hugo, à Cenon

THEATRE à 16h30, au même endroit
Petites misères, grandes peurs,
un spectacle théâtre et musique de Jean-Philippe Ibos

Le féminisme attaqué !

Suite à l'interruption par des individus se réclamant de l'Action Française, de la projection du film *Les Femmes du Bus 678* au cours de la semaine du féminisme organisée sur le campus, une réponse unitaire a été organisée. De nombreuses organisations de l'UEC au NPA, en passant par le Collectif de Luttes des Etudiantes Féministes (CLEF) et Solidaires Etudiant-e-s, étaient présentes pour dénoncer ces agressions clairement dirigés contre le féminisme.

L'objectif est de dénoncer les agissements de l'extrême droite, des agissements violents dans des lieux publics. Ils ne sont pas anodins et sont dirigés contre les droits des femmes à disposer de leurs corps et s'inscrivent dans une logique globale actuelle.

Effectivement, le PS de par son recul sur le projet de loi pour la famille se range derrière la droite et l'extrême droite et alimente leurs débats ! C'est dans ce contexte, où les droits des femmes sont revus à la baisse, où l'austérité s'abat sur les plus pauvres - qui sont bien souvent des femmes en situation de précarité - que le CLEF a appelé à manifester, mercredi 2 avril. En effet, le CLEF a organisé un apéritif sur le campus universitaire, suivi d'une manifestation non-mixte.

Conviées à se rassembler autour de revendications telles que « *Non, ta jupe n'est pas trop courte, Non, tu n'as pas à répondre ou sourire à chaque interpellation, Non, tu n'as pas à avoir peur, OUI, ton corps t'appartient, OUI, tu mènes ta vie comme tu l'entends* », nous étions environ deux cents à scander slogans et chants féministes dans les rues de Bordeaux de nuit.

Cette manifestation avait pour but la réappropriation de l'espace public, des rues dans lesquelles les femmes circulent quotidiennement et qui restent un espace majoritairement masculin. La non mixité souvent attaquée et pensée excluante est l'occasion pour les femmes de s'inclure dans ces espaces, de trouver des solutions collectives pour ne plus avoir peur d'être seules en journée comme la nuit. Le féminisme est une lutte menée pour et par les femmes, qui inclut aussi le soutien de l'ensemble des pro-féministes. Le CLEF poursuivra ses actions autour de projections débats, d'AG, de groupe de parole, et avec la mise en place d'une cellule de veille contre le harcèlement sexuel et les violences sexistes dans l'enseignement supérieur qui sera effective dès la rentrée 2014.

C'est donc avec de telles initiatives collectives de réappropriation de nos lieux de vie, d'étude, de travail que nous, camp des travailleurs, des travailleuses, des précaires, des opprimé-e-s, nous réaffirmons notre position contre ce gouvernement, grand ami de la finance et des capitalistes, contre la droite et l'extrême droite qui fondent leurs discours contre les droits des individus à disposer de leurs corps.

Nous réaffirmons la nécessité de l'émancipation de tou-te-s par l'auto-organisation !

Océane

Pour contacter le CLEF

Par mail : etudiantesfeministebdx@gmail.com

Sur FB : CLEF Bordeaux

La campagne financière du NPA continue

Face aux offensives du gouvernement, à la montée de la droite et de l'extrême droite, il est plus que jamais nécessaire que les idées anticapitalistes se fassent entendre le plus largement possible. C'est pourquoi le NPA a pris sa place dans les municipales et participera aux européennes.

Mais cela a un coût ! Et si dans les municipales certaines de nos listes ont dépassé la barre des 5% à partir de laquelle les frais de campagne sont remboursés, ça n'est pas le cas pour toutes. De la même façon, la loi électorale qui régit les européennes, très défavorables aux listes n'émanant pas des grands partis institutionnels, fait que nous ne pouvons être certains de voir nos frais de campagne remboursés.

C'est pourquoi nous avons besoin du soutien financier de tous ceux et celles qui pensent notre combat nécessaire.

Deux moyens pour contribuer à faire vivre les idées de l'anticapitalisme :

- par chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à nos militants ou à envoyer à NPA SOUSCRIPTION, 2 rue Richard Lenoir 93100 MONTREUIL
- en ligne sur notre site : www.npa2009.org/souscription

Les dons aux partis politiques ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.